

Il faut de jeunes médecins engagés pour continuer à prescrire des traitements de substitution aux opiacés (colloque)

Mots-clés : #psychiatrie-santé mentale #soins de ville #officine #établissements de santé #produits de santé #addiction #accès aux soins #médecins #pharmaciens #patients-usagers #AP-HP #Recordati #ANSM

PUTEAUX (Hauts-de-Seine), 4 avril 2024 (APMnews) - La prise en charge des usagers de drogues opiacées manque actuellement de médecins militants pour notamment prescrire des traitements de substitution aux opiacés (TSO), ont souligné plusieurs experts du sujet lors d'un colloque organisé jeudi à Puteaux-La Défense par Bouchara-Recordati, en partenariat avec l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), à l'occasion de 30 ans de prescription de la méthadone en France.

En France, 1994 a été "une année de transformation positive dans le champ de l'addictologie", a relevé en introduction le responsable de l'accès au marché et des affaires publiques de Recordati France, Olivier Verstraete.

Face à l'épidémie de sida et aux surdoses d'héroïne, la France a pris des mesures importantes de santé publique, de réduction des risques, cette année-là, notamment en autorisant tous les centres spécialisés à prescrire de la méthadone, alors réservée à quelques-uns.

Détenteur des autorisations de mise sur le marché (AMM) et fabricant historique de ce médicament jusqu'en 1995, l'AP-HP a ensuite noué un partenariat avec Bouchara-Recordati pour rendre ce traitement accessible en ville, a rappelé la Dr Marie-Pierre Beleur de l'Agence générale des équipements et produits de santé (Ageps).

Depuis la mise à disposition initiale sous forme de sirop, le produit a évolué, avec une formulation gélule en 2007, ainsi que ses conditions de prescription et de délivrance afin de renforcer la sécurité d'usage.

Aujourd'hui, parmi 150.000 patients sous TSO en France, 72.000 sont sous méthadone, a rappelé Olivier Verstraete.

Mais actuellement, se pose un problème d'accès. La primoprescription en ville avait été envisagée un temps par les autorités mais a finalement été abandonnée en raison notamment d'une hausse des décès avec ce traitement (cf [dépêche du 21/07/2020 à 16:55](#)).

Le Pr Amine Benyamina de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif (AP-HP, Val-de-Marne), président de la Fédération française d'addictologie (FFA), s'est dit "inquiet" de la situation à cause de la démographie médicale, en particulier en addictologie, partout en France, "surtout que c'est un médicament qui nécessite une surveillance".

Les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa) qui peuvent en prescrire "peinent à trouver des médecins", a renchéri le Pr Nicolas Authier du CHU de Clermont-Ferrand. "L'accessibilité est essentielle, sinon le marché noir se développe et avec lui, le risque de surdoses."

"Il faut assurer la relève pour continuer à prescrire des TSO", a ajouté le Dr Xavier Aknine, référent du pôle de médecine générale de la Fédération Addiction.

Et à défaut d'avoir assez de médecins, il faudrait "développer les Csapa généralistes" car certains ne se

cantonnent qu'à l'alcool et au tabac. L'objectif devrait être que "tous fassent aussi de la dépendance aux opiacés", a-t-il estimé. L'accès à la naloxone pour la prévention des surdoses devrait être également renforcé.

"Quand on manque de temps médical, il y en a encore moins pour les addictions", a également considéré la Dr Marie-Josée Augé-Caumon, pharmacienne, conseillère auprès de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo). Pour elle, la coordination et le partage des compétences seront importants pour améliorer l'accès à la méthadone.

Se remémorant des étapes importantes de l'histoire de la méthadone, le Pr Authier a relevé que lors de la crise du Covid-19, les officines avaient été autorisées à renouveler certains traitements et notamment les TSO à partir d'une ordonnance expirée, avec succès (cf [dépêche du 16/03/2020 à 12:45](#) et [dépêche du 09/11/2020 à 11:32](#)).

"Il faudrait peut-être rediscuter de cette procédure de renouvellement dans certains cas, ce qui permettrait peut-être de libérer des places dans les structures d'addictologie pour voir de nouveaux patients et réduire les délais d'attente."

Interrogé par APMnews, il propose de mener cette réflexion pour "des patients à posologie stable depuis quelques mois et sur indication écrite du prescripteur sans dépasser 28 jours de dispensation, avec une ordonnance renouvelable une fois". "Une telle mesure serait intéressante à tester avec des ordonnances dématérialisées", suggère-t-il.

"Une marche arrière scandaleuse et dramatique"

Le Pr Benyamina a une autre "crainte", liée à "l'époque actuelle de forts clivages politiques". Il y a 30 ans, "des politiques de bords différents ont travaillé tous ensemble". A présent, "c'est une marche arrière scandaleuse, dramatique, avec les toxicomanes qui sont devenus la cible dans une guerre contre la drogue", a-t-il déploré, faisant référence à la ligne prise par le ministère de l'intérieur.

Cette politique répressive a "un impact direct sur la perception [qu'a le grand public] des usagers, des moyens à venir pour l'addictologie et les vocations des jeunes médecins". Or, pour faire de l'addictologie, le militantisme joue un rôle important, "il faut être politisés", a poursuivi le Pr Benyamina.

La prise en charge des usagers de drogues est "nécessairement engagée". "C'est beaucoup plus que de la médecine, c'est politique, juridique, économique", a ajouté le Dr Bertrand Lebeau-Leibovici de SOS Addictions. Mais selon le Dr Aknine, les jeunes médecins ne semblent pas autant engagés que l'étaient "les pionniers".

Philippe Sérié, patient expert et modérateur bénévole sur le forum de discussion Psychoactif, a souligné l'importance de la déstigmatisation pour les usagers. Présent dans la salle, Fabrice Olivet, directeur de l'association Autosupport des usagers de drogues (Asud), a rappelé qu'il n'y avait pas eu de vaste campagne grand public depuis 2000, lorsque Nicole Maestracci présidait la MILDT (aujourd'hui Mildeca). Sans information rationnelle sur les produits, "donner des TSO reste suspicieux, considéré par certains comme donner de la drogue aux drogués", a-t-il déploré.

Heureusement, la discipline bénéficie de l'arrivée des infirmiers en pratique avancée (IPA) et des patients experts, s'est félicité le Pr Benyamina, apportant une petite touche d'optimisme.

Revenant sur les 30 ans passés, le Pr Georges Brousse du CHU de Clermont-Ferrand, qui animait cette table ronde, a rappelé que l'histoire de la méthadone s'inscrivait dans celle plus large des TSO et de la prise en charge des usagers de drogues et a invité les différents experts à partager leurs souvenirs.

"C'était une période extraordinaire de mobilisation et d'inventivité", a commenté le Dr Lebeau-Leibovici, soulignant l'émergence des notions de réduction des risques et d'autosupport. Le Pr William Lowenstein, président de SOS Addictions, a estimé que le sida avait joué un rôle important dans la prise en charge des héroïnomanes et permis de les faire entrer dans l'hôpital. Le Dr Aknine a également salué le rôle des patients et de leur savoir expérientiel auprès des médecins généralistes.

ld/nc/APMnews

[LD5SBF7SL]

Aucune des informations contenues sur ce site internet ne peut être reproduite ou rediffusée sans le consentement écrit et préalable d'APM International. Les informations et données APM sont la propriété d'APM International.

©1989-2024 APM International -

https://www.apmnews.com/story.php?objet=408841&idmail=.O.oQ4xQ03Sib7LrDKvHBQowODZZRSssiYMriH0GdK1np_ABxCKhvptha46QLHeCBOwyu1kukkKYlJdYg39IcQr41MIGxOKVyJUGfJTB1JGuqzcW1Kj1YALpAhh9Eh9YhWZwTwyuHY3n1knYgX4DSd99Ix7GcNeiHxLIOi-ZeMQIGqAcP91BwlIcjo8sGX9OIAzPjsoG7GjdM99ui0mUmsel7HTYV-dMQCb9DPuDRwBpdn57jmKqvWy5ppcYD2FS&usid=148955

Copyright Apmnews.com